



Arrêté n° 417/22
Nature de l'acte : 5.4 Délégation de fonction

**PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTION AUX ADJOINTS ET CONSEILLERS DÉLÉGUÉS
AU MAIRE DE MORNANT**

Le Maire de de la Commune de Mornant (Rhône) ;

VU l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales,
VU la séance d'installation du Conseil municipal du 23 mai 2020,
CONSIDERANT que l'article L.2122-18 du CGCT disposer que si le maire est seul chargé de l'administration, il peut sous sa surveillance et sa responsabilité déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints et en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation à des membres du conseil municipal,
CONSIDERANT qu'il est nécessaire pour la bonne administration de la commune de désigner Monsieur Jean Marc MACHON, conseiller municipal délégué aux bâtiments municipaux.

ARRETE :

Article 1 : En application de l'article L 2122-18 du code général des collectivités territoriales, Monsieur Jean Marc MACHON, est désigné conseiller municipal sous la délégation de Patrick BERRET, 4eme adjoint pour intervenir dans les domaines suivants :

Bâtiments municipaux

Le conseiller municipal en lien avec le 4eme adjoint assure toute action visant à la gestion du patrimoine bâti de la commune : travaux, réhabilitation, contrôle d'accès. Gestion des commissions de sécurité et d'accessibilité.

Article 2 : La signature des actes et pièces relatifs aux domaines mentionnés dans l'article 1 du présent arrêté devra respecter le formalisme suivant :

*Pour le maire et par délégation
Le conseiller municipal délégué aux bâtiments municipaux
Nom, prénom*

Article 3 : La présente délégation étant consentie par le Maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, le délégataire rendra compte au Maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

Article 4 : La direction générale des services de la commune de Mornant est chargée de l'application du présent arrêté qui sera transmis au Préfet du Rhône, publié, et notifié à l'intéressée.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Notifié à l'intéressé,

Le, 10/10/2022



Fait à Mornant, le 30 septembre 2022

Le Maire,